

Excellence Monsieur le President de Samoa

Monsieur le Premier Ministre de Samoa,

Monsieur le Secrétaire générale des Nations Unies

Mesdames et Messieurs les Chefs des agences du systèmes des Nations unies

Honorables invités

Au nom de mon pays, l'Union des Comores, je tiens à joindre ma voix à celle des éminentes personnalités qui m'ont précédé devant cette auguste Assemblée, pour exprimer la joie que nous éprouvons à nous trouver sur cette terre fraternelle et hospitalière de Samoa et notre admiration pour l'excellente organisation de notre séjour et de nos travaux, dans cette belle capitale qu'est Apia.

Je vous prie, Monsieur le Président, de transmettre nos sentiments de gratitude, au Gouvernement et au peuple de Samoa, pour la qualité de l'accueil qui nous a été réservé, les attentions particulières dont nous sommes entourés, depuis notre arrivée, dans ce magnifique pays, et la somme d'efforts consentis pour assurer le succès de notre Conférence.

Permettez-moi aussi de vous féliciter, très chaleureusement, Monsieur le Président, d'avoir été investi de la confiance et de la lourde responsabilité, mais exaltante au demeurant, de diriger les travaux de cette Conférence.

L'engagement de votre pays au service de la coopération internationale pour le Développement Durable, vos hautes qualités humaines et votre dévouement personnel, constituent des atouts précieux, pour obtenir un résultat porteur d'espoir, à l'issue de la présente Conférence.

Je puis vous assurer, Monsieur le Président, de la coopération et du soutien pleins et entiers de ma délégation, dans l'exercice de votre responsabilité.

Enfin, je tiens à rendre un vibrant hommage à la République de Nauru, pour le remarquable leadership qu'elle a imprimé tout au long du processus préparatoire de cette Conférence.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Nous voilà réunis à Samoa pour notre troisième Conférence, qui nous offre l'occasion de faire le bilan des engagements de la Communauté internationale, en faveur des Petits Etats Insulaires en Développement, afin de leur permettre de surmonter les obstacles et d'inaugurer une nouvelle ère pour le développement durable.

Elle doit nous permettre aussi, d'identifier les lacunes à combler, les nouveaux défis et les priorités dans la perspective du programme de développement des Nations Unies post-2015.

Enfin, il s'agit, assurément pour la Communauté internationale, de s'engager de nouveau, à agir plus rapidement et plus efficacement, afin de répondre aux besoins spécifiques et aux vulnérabilités de nos Petits Etats Insulaires en Développement.

Les résultats de nos travaux auront, sans doute, valeur de test de la vitalité de l'esprit de Rio et des décisions des différents Sommets mondiaux post - Rio, en faveur de nos pays.

Monsieur le Président,

De la Barbade à Maurice et de Maurice à nos jours, le large consensus consacré par la Communauté internationale, sur l'impératif de promouvoir un développement durable pour les Petits Etats Insulaires en Développement, garde toute sa pertinence.

Nos pays continuent encore en effet, à payer le plus lourd tribut de la mondialisation de l'économie et de la confrontation des limites de la planète.

Alors que depuis la nuit des temps, les îles étaient synonymes de paradis, de paix et d'aventure, dans l'immensité de l'océan, aujourd'hui, la réalité est tout autre.

La situation demeure critique pour l'accès aux services essentiels de base tels que l'eau, la sécurité alimentaire, la santé, l'assainissement et l'énergie.

Les prévisions de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, indiquent que mon pays les Comores plongera dans une situation de pénurie en eau en 2025.

Les conséquences visibles sont un accroissement de l'insécurité alimentaire et la pauvreté, le déboisement et la déforestation, à des fins agricoles et le déclin de la biodiversité.

En matière d'énergie, mon pays dépend des énergies fossiles qui rendent le développement économique très vulnérable, compte tenu du poids des importations.

Un soutien au développement des énergies renouvelables et à la maîtrise de l'énergie est nécessaire pour réduire la dépendance énergétique et faciliter l'accès à une énergie propre, disponible et abordable aux populations.

Monsieur le Président,

Les évolutions sont plus que préoccupantes, en matière de climat, de biodiversité, de gestion des déchets, des catastrophes naturelles et de stabilité de l'écosystème.

Nos pays sont en effet, dévastés et leurs populations meurtries, par la fréquence et l'ampleur des cyclones, des inondations et de l'instabilité tectonique.

Durant ces quarante dernières années, mon pays a été ravagé par 12 évènements cycloniques majeurs avec des dégâts humains et matériels considérables.

L'élévation du niveau de la mer et les inondations menacent également, la sécurité et l'intégrité des territoires insulaires, entraînant des migrations spatiales et temporelles forcées et des ressources financières, hors de portée.

D'ici la fin de ce siècle, le nombre d'habitants des Petits Etats Insulaires en Développement, qui pourraient être contraints de migrer est estimé à plusieurs millions.

Les pertes économiques liées à la hausse du niveau de la mer sur la zone des Comores sont estimées à environ, 486 millions de dollars américains d'ici peu, avec un déplacement de plus de 10% de la population.

Une telle situation achève les espoirs et les aspirations légitimes de nos peuples à une prospérité économique.

Depuis 2012, mon pays est durement touché par des inondations durant la saison sèche. Nous subissons de plein fouet les effets néfastes des changements climatiques.

En moins de dix ans, mon pays a perdu 15% de sa biodiversité et 75% des terres agricoles, à cause de l'agressivité du climat, de la pression démographique et de la pauvreté.

La lutte contre la dérive climatique doit demeurer au coeur de nos priorités. Elle requiert d'abord, et avant tout, une réponse globale. A cet égard, elle ne peut et ne doit souffrir aucun délai.

En effet, au-delà des problèmes communs d'environnement et de développement, c'est la question de l'existence même de nos pays qui est désormais posée.

L'acidification des mers et des Océans, ainsi que la pollution marine constituent également une grave menace pour la sécurité alimentaire.

Le renforcement des programmes de surveillance des mers régionales et des mesures internationales sont nécessaires pour contrôler l'activité pétrolière offshore, restaurer les stocks halieutiques et lutter contre la pêche illégale.

Mon pays, les Comores, est situé sur la principale route des géants pétroliers où passe près de 30% par an, de la production mondiale pétrolière. Les risques de déversements accidentels d'hydrocarbures constituent une menace supplémentaire potentielle.

Monsieur le Président,

La situation montre que le monde n'a pas encore engagé une véritable transition vers des modes de développement durable. Elle traduit également, les limites de l'action internationale dans la réalisation des OMD, notamment la lutte contre la pauvreté, malgré la croissance globale.

L'économie des Petits Etats Insulaires continuent de dépendre d'une gamme limitée de produits agricoles de rente, soumis aux chocs extérieurs persistants et aux catastrophes naturelles.

Le poids de la dette, l'isolement géographique, la petite taille et l'éloignement des marchés internationaux, limitent les capacités des PEID à s'insérer dans l'économie mondiale.

A ces handicaps spécifiques, s'ajoutent les coûts élevés de transport et de communication, les cycles de faible croissance et l'accès insuffisant aux financements.

.

Monsieur le Président,

Les Petits Etats Insulaires en Développement encore en proie à de nombreux défis sociaux, écologiques et économiques complexes et interdépendants, d'une gravité exceptionnelle.

Ce constat justifie l'engagement pour un développement durable de nos pays, fondé sur des partenariats véritables et durables, qui constitue le thème central de notre Conférence.

Samoa doit constituer le point de relance de cette vision d'un multilatéralisme rénové par la création de partenariats stratégiques significatifs mettant l'accent sur le renforcement des institutions et la coopération entre les pays insulaires.

A cet égard, je suis heureux d'annoncer le lancement d'un partenariat stratégique entre mon pays les Comores, la Nouvelle Zélande et le PNUD pour le développement des énergies renouvelables.

Grâce à ce partenariat entre des pays éloignés nous allons transformer une menace qu'est notre volcan actif le Karthala en potentiel économique considérable, par la développement de la géothermie.

Par ailleurs, j'ai engagé une réflexion pour lancer une initiative de partenariat sous-régionale entre les Petits Etats Insulaire en Développement du Sud Ouest de l'Océan Indien (Comores, Maurice, Madagascar, Seychelles, la Réunion) en réponse à la gestion des catastrophe. Sur l'exemple de ce qui se fait depuis de nombreuses années dans les îles du Pacifique et des Caraïbes, nous souhaitons mettre en place une Brigade Humanitaire.

Son rôle est d'appuyer - mais non pas remplacer- les efforts de coordination menés par les États lors de la préparation et la réponse aux catastrophes et de veiller à ce que la communauté des intervenants du secteur humanitaire soit plus structurée, plus représentative, plus responsable/rede et enfin plus professionnelle afin de pouvoir mieux collaborer avec les gouvernements hôtes, les autorités locales et la société civile.

Cette initiative se fait sur la base des leçons apprises dans le Pacifique et les Caraïbes, c'est ce que nous appelons la coopération.

Ce genre de partenariats stratégiques dans l'énergie et dans la réponse d'urgence humanitaire devrait être répliqué afin de relever les défis auxquels nos Petit Etats Insulaires en Développement doivent faire face : les problèmes de sécurité alimentaire, la gestion des déchets chimiques et les catastrophes naturelles, gouvernance des océans.

Il est également nécessaire, d'assurer la viabilité de la dette et son allègement, à travers par exemple, sa conversion au bénéfice de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de ses effets.

Dans le même ordre d'idée, le renforcement de la résilience aux changements climatiques devrait être envisagé comme condition aux prêts par des institutions financières internationales.

Ces nouveaux partenariats stratégiques sont une réponse concrète et pratique que des défis nombreux actuels et futurs, en terme financement.

A cet égard, il nous faut envisager l'opérationnalisation et la capitalisation rapide du fonds vert pour le climat.

Il requiert ainsi, l'intégration des priorités des Petits Etats Insulaires en Développement dans la conception du programme de développement post-2015, qui devrait s'appuyer sur les conclusions de Samoa

Monsieur le Président,

Les Petits Etats Insulaires ont besoin, d'un traitement spécial et différencié, et un accroissement substantiel de l'aide publique, pour stabiliser leurs économies fragiles, maintenir la cohésion sociale et réduire les flux migratoires. Le Développement Durable de nos pays serait une oeuvre inachévée sans la satisfaction des besoins essentiels de croissance économiques et sociales des populations les plus démunies.

Incompressibles, ces besoins ne sauraient être sacrifiés sur l'autel d'une économie de plus en plus mondialisée et de la concurrence redoublée pour le partage des ressources qu'elle implique.

Tel est le sens de l'alliance stratégique et du partenariat universel pour la préservation de l'environnement, convenu au Sommet de la Terre.

Tel est aussi l'esprit des principes qui ont été consacrés par la Déclaration de Rio pour accompagner la réalisation de cette entreprise solidaire et unique dans les annales de la Communauté Internationale.

Ce principe a trouvé sa meilleure forme d'expression dans l'engagement pris par les pays nantis de transférer des ressources nouvelles et additionnelles en faveur des pays en développement.

Voilà pourquoi, nous formons le souhait d'un développement, basé sur la soutenabilité écologique et la justice sociale.

Il nous faut donc redonner la place à la vie, tout simplement parce que nous aurons accepté de redéfinir un nouveau mécanisme de solidarité qui, en temps réel, se donnera les moyens et les capacités de voler au secours des naufragés du développement.

Nous devons redonner de l'espoir à nos peuples et remettre l'Homme et la protection de l'environnement au centre de nos préoccupations principale par la relance de partenariat stratégiques entre les Petits Etats Insulaire en Développement- de la coopération SUD-SUD à la Coopération des PEID-PEID.

Je vous remercie

